



AVOCATS EUROPEENS DEMOCRATES
ABOKATU DEMOKRATA EUROPARRAK
EUROPÄISCHE DEMOKRATISCHE RECHTSANWÄLTE
ADVOCATS EUROPEUS DEMOCRATES
ABOGADOS EUROPEOS DEMOCRATAS
AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
EUROPESE DEMOKRATISCHE ADVOKATEN
EUROPEAN DEMOCRATIC LAWYERS

IDH A E



**ELDH European Association of Lawyers
for Democracy & World Human Rights**

EJDM Europäische Vereinigung von Juristinnen & Juristen für Demokratie und Menschenrechte in der Welt
EJDH Asociación Europea de los Juristas por la Democracia y los Derechos Humanos en el Mundo
EJDH Association Européenne des Juristes pour la Démocratie & les Droits de l'Homme
EGDU Associazione Europea delle Giuriste e dei Giuristi per la Democrazia e i diritti dell'Uomo nel Mondo

WITH LAWYERS
IN 18 COUNTRIES



JOURNEE DE L'AVOCAT EN DANGER 2015

Les Avocats menacés aux Philippines



Introduction

Le 23 janvier 2015, à l'occasion de la 5^e **journée internationale de l'avocat en danger**, des rassemblements d'avocats ont eu lieu devant les ambassades et consulats des Philippines de nombreuses capitales et villes européennes (**Adana, Ankara, Alanya, Antalya, Anvers, Athènes, Barcelone, Berlin, Bruxelles, Düsseldorf, Essen, Genève, La Haye, Istanbul, Izmir, Londres, Madrid, Manille, Milan, Paris, Rome et Vienne**).

Ces manifestations avaient pour but de soutenir les avocats philippins victimes en toute impunité depuis des années, de graves persécutions et d'assassinats.

Organisée par :

La fondation The day of the Endangered Lawyers, Pays-Bas
L'Association des Avocats Européens Démocrates (A.E.D.-E.D.L)
L'Association Européenne des Juristes pour la Démocratie (E.L.D.H.),
L'EJDH Association Européenne des Juristes pour la Démocratie & les Droits de l'Homme (EJDH)
L'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens (I.D.H.A.E.),

Avec le soutien de,

Le Conseil des Barreaux Européens (C.C.B.E.),
Lawyers for Lawyers (L4L),
National Union of People's Lawyers – Philippines (NUPL)

La journée internationale de l'avocat en danger a pour but d'une part, de rappeler que dans de nombreux pays, l'exercice de la profession d'avocat comporte des risques importants, parmi lesquels celui d'être assassiné, mais aussi, de dénoncer la situation d'un pays en particulier où les avocats sont victimes dans l'exercice de leur mission, d'atteintes graves à leurs droits fondamentaux.

Après avoir soutenu les avocats colombiens en janvier 2014, basques en 2013, turcs en 2012 et iraniens l'année précédente, l'édition 2015 a permis de dénoncer la situation très préoccupante des avocats aux Philippines.

Cette manifestation s'est déroulée exceptionnellement le 23 janvier 2015 et non le 24, date habituelle de la journée internationale de l'avocat en danger qui commémore ainsi le massacre d'Atocha à Madrid, le 24 janvier 1977. Ce jour-là, alors que l'Espagne était engagée dans sa transition démocratique, quatre avocats et l'une de leurs employés avait été assassinés par un commando néofasciste qui en blessa également quatre autres grièvement.

Aperçu de la situation des avocats et juges aux Philippines

Selon un rapport publié fin décembre 2014 par La Fondation The day of the Endangered Lawyers, l'association des Avocats Européens Démocrates (A.E.D), l'Association européenne des avocats pour la démocratie (ELDH) et l'association philippine National Union of People's

Lawyers (NUPL), 41 avocats ont été abattus depuis 2001 tandis que 57 autres ont fait l'objet de menaces, de surveillances, d'agressions et de diverses tentatives d'intimidations. 18 juges traitant de dossiers « politiques » ont également été assassinés.

Lors de son accession au pouvoir le 30.04.2010, le Président Benino Aquino avait annoncé qu'il ne tolérerait ni exécution extrajudiciaire, ni disparition forcée et qu'il ferait de la réforme et du renforcement du pouvoir judiciaire sa priorité.

Cinq ans plus tard, un triste constat s'impose : les conditions dans lesquelles les avocats exercent leur profession n'ont cessé de se détériorer.

A titre d'exemple, rien que pour l'année 2014, outre les pressions subies par quantité de confrères, trois avocats connus en raison de leur combat pour les personnes défavorisées et les prisonniers politiques ont été assassinés : Noel D. Archival abattu par deux motards, le 18 février, Cristobal Fernandez et Rodolfo Felicio, exécutés de la même façon les 8 et 24 août.

Enfin, le 28.02.2014, le juge Reynerio Estacio, qui traitait plusieurs dossiers impliquant des politiciens, a également été tué par deux hommes en moto.

Jusqu'à ce jour, les services de police ne font preuve d'aucun zèle et les enquêtes stagnent.

Le rapport publié fin décembre 2014 peut-être consulté ici :

<http://nl.dayoftheendangeredlawyer.eu/wp-content/uploads/sites/2/2015/01/Basic-report-for-the-Day-of-the-Endangered-Lawyer-2015.pdf>

http://www.eldh.eu/fileadmin/user_upload/ejdm/events/2014/Basic_report_for_the_Day_of_the_Endangered_Lawyer_2015.pdf

Pour toutes informations contacter :

Hans Gaasbeek

Nieuwe Gracht 5a - 2011 NB Haarlem (Pays-Bas)

Tel: (+31) 23 531 86 57

E-Mail : hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl

Thomas Schmidt, Barrister

Platanenstrasse 13, 40233 - Duesseldorf (Allemagne)

Tel (+ 49) - (0)211 - 444 001, Mobile + 49 (0) 172 - 68 10 888

E-Mail: thomas.schmidt@eldh.eu

Florence de La Pradelle

Rue Souveraine, 95, 1050 Bruxelles (Belgique)

Tel (+32) - (0) 496- 62-74-85

E-Mail : florence.delapradelle@struyven-law.be

A consulter également :

L'Association des Avocats Démocrates : <http://www.aeud.org/>

The European Association of Lawyers for Democracy & World Human Rights : <http://www.eldh.eu/>

LES RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS DANS LES DIFFÉRENTS PAYS :

Allemagne

Plusieurs avocats se sont rassemblés devant l'ambassade et le consulat des Philippines à Berlin



et

Essen.





Belgique

Bruxelles

Un rassemblement d'avocats en robe s'est tenu à Bruxelles devant l'ambassade des Philippines en Belgique.





Un petit groupe a été reçu par le troisième secrétaire et vice consul M. ABARQUEZ.



Celui-ci s'est montré très réceptif à la situation préoccupante des avocats philippins décrite dans les rapports et la déclaration qui lui ont été remis au cours de cet entretien.

Il a tout d'abord précisé que le Président, son gouvernement, mais aussi le pays dans son ensemble accordent beaucoup d'importance aux professions juridiques et aux avocats en particulier et a insisté sur les efforts entrepris par le président Aquino, depuis son arrivée au pouvoir, pour lutter contre les exécutions extra judiciaires.

Un organisme rattaché à la Présidence, a été spécialement mis en place en 2014 pour enquêter sur ces actes de violences.

Mr ABARQUEZ s'est dès lors engagé à transmettre aux autorités compétentes les rapports qui lui ont été remis et à organiser une nouvelle réunion, en présence cette fois, de l'ambassadeur, pour communiquer les réponses qui auront été apportées pour chacune des victimes mentionnées.

Une nouvelle réunion a ainsi eu lieu le 13 mai 2015 à l'invitation de Madame l'ambassadeur Victoria S. BATACLAN qui s'est montrée quant à elle beaucoup plus sur la défensive.

Mme BATACLAN a longuement fait part de son scepticisme à l'égard de faits dénoncés selon elle, « sans aucune preuve ».

Elle a ensuite lu et remis un listing reprenant les cas de huit avocats assassinés pour lesquels les enquêtes sont annoncées comme toujours en cours.

Dans le prolongement de l'action du 23 janvier, L'avocat philippins Edre U. OLALIA, secrétaire général du syndicat d'avocats philippins NUPL (National Union of People's Lawyers) est venu à Bruxelles le 28 janvier 2015, pour rencontrer, accompagné de représentants de l'AED, Lawyers for Lawyers et Progress Law, Me Patrick Henri, en sa qualité de Président de la CCBE. Cet entretien avait pour but de présenter le projet « Lawyer adopt a lawyer » que souhaiterait lancer Edre U. OLALIA afin que des avocats et cabinets européens « adoptent » des cabinets philippins et soutiennent leur combat.

Me Patrick Henri a manifesté beaucoup d'intérêt pour ce projet que la CCBE pourrait soutenir y compris en lui allouant des subsides. Il a été convenu qu'Edre U. OLALIA adresserait un rapport afin de préciser ses attentes.

Espagne

Barcelone

Rassemblements d'avocats devant le consulat des Philippines



Madrid

Une vingtaine d'avocats étaient rassemblés devant l'Ambassade des Philippines à Madrid brandissant une banderole « Sin abogados no hay justicia ! ».

Ils ont été reçus par le Consul Gerardo P. Abiog .



France

Paris

Les avocats se sont réunis devant l'Ambassade des Philippines à Paris.





Une délégation a été reçue par Mme Theresa P. Lazaro, Ambassadeur des Philippines en France, qui s'est montrée très attentive aux faits qui lui ont été dénoncés.



Mme Lazaro, qui est elle-même avocat, a affirmé qu'elle-même à titre personnel, mais également Président Benino Aquino étaient particulièrement soucieux de voir respecter les professions du droit.

Elle a précisé qu'un organisme spécial, rattaché directement au Président de la république, avait été créé pour rechercher la vérité et suivre les instructions judiciaires relatives aux juges et procureurs (qui sont avocats de profession), victimes de faits de violence.

Mme LAZARO s'est engagée non seulement à transmettre aux autorités philippines les deux rapports de l'IDHAE et de l'AED, mais aussi à ce qu'une réponse soit apportée pour chacun des cas évoqués.

Par courrier du 24 avril 2015, Madame l'Ambassadeur a effectivement transmis les informations envoyées par Manille au sujet de huit des avocats repris dans les rapports qui lui avaient été remis¹.

Italie

Milan

Plusieurs avocats se sont installés devant le consulat des Philippines à Milan.



Ils ont été reçus par le Consul Général



Rome

Un rassemblement identique avait lieu au même moment à Rome.



Pays-Bas

La-Haye

Une importante délégation d'avocats et sympathisants s'est retrouvée devant l'ambassade des Philippines à La-Haye, brandissant les photos des avocats assassinés.





Ils ont été reçus par l'ambassade et ont pu déposer une pétition.

Des discours ont également été prononcés. Parmi ceux-ci l'intervention de l'avocat philippin, Me Edre U. Olalia, secrétaire général du syndicat NUPL (National Union of Peoples' Lawyers)



Une délégation a été reçue ultérieurement par l'Ambassadeur des Philippines à La Haye, Mr Jaime Victor BLEDDA, qui est lui-même un ancien avocat.

Celui-ci a été impressionné par l'ampleur du mouvement qui a donné lieu le même jour, à des manifestations dans 22 villes européennes et douze pays.

Il a également souligné que le gouvernement philippin prenait la situation très au sérieux et avait pris des mesures concrètes pour lutter contre les meurtres d'avocats, juges et journalistes en créant notamment un organisme chargé de suivre les enquêtes en cours.

Mr BLEDDA a confirmé avoir transmis la pétition et le rapport qui lui avaient été remis le 23 janvier et s'est engagé à apporter des réponses concrètes au sujet des cas visés dans ce rapport.

L'une des questions délicates abordées lors de cette entrevue, fut celle de l'utilisation des sommes importantes versées par l'Union européenne aux autorités philippines pour améliorer leurs capacités d'investigation et de poursuites des auteurs des assassinats perpétrés.

A également été souligné le fait qu'en dépit des efforts entrepris par le gouvernement pour poursuivre les auteurs de ces faits, le nombre d'arrestation et de condamnation n'a pas évolué et reste pratiquement nul. Le gouvernement ne devrait-il pas faire appel à l'aide d'experts étrangers ?

ROYAUME-UNIS

Londres

Manifestation d'avocats devant l'ambassade des Philippines.





A la suite de ce rassemblement l’Ambassade a adressé l’email suivant :

“Dear Professor Bowring,

With reference to the demonstration held by your group last 23 January 2015 in commemoration of the Day of the Endangered Lawyers and concerning the petition that was submitted to us on some Filipino lawyers allegedly killed due to their human rights advocacy following the report of the Syndicat des Avocats pour la Democratie and the European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights, may we provide you with the attached copy of the matrix on the status of the lawyers mentioned in your petition, for your information and reference². The said report was provided to us by the Department of Justice of the Philippines.

Sincerely,

Kristine Leilani Salle | First Secretary (Political)

Embassy of the Philippines | 6-8 Suffolk Street | London SW1Y 4HG | United

Kingdom □ Direct Line: +44 (0)20 7451 1806 | Fax: +44 (0)20 7930 9787 □ Email:

kristine.salle@dfa.gov.ph / k.salle@philemb.co.uk

TURQUIE

En Turquie plusieurs rassemblements importants d'avocats, dont certains en robe, ont eu lieu devant les ambassades et consulats des philippines de Plusieurs villes :

Adana



Ankara



Alanya



Antalya



Izmir



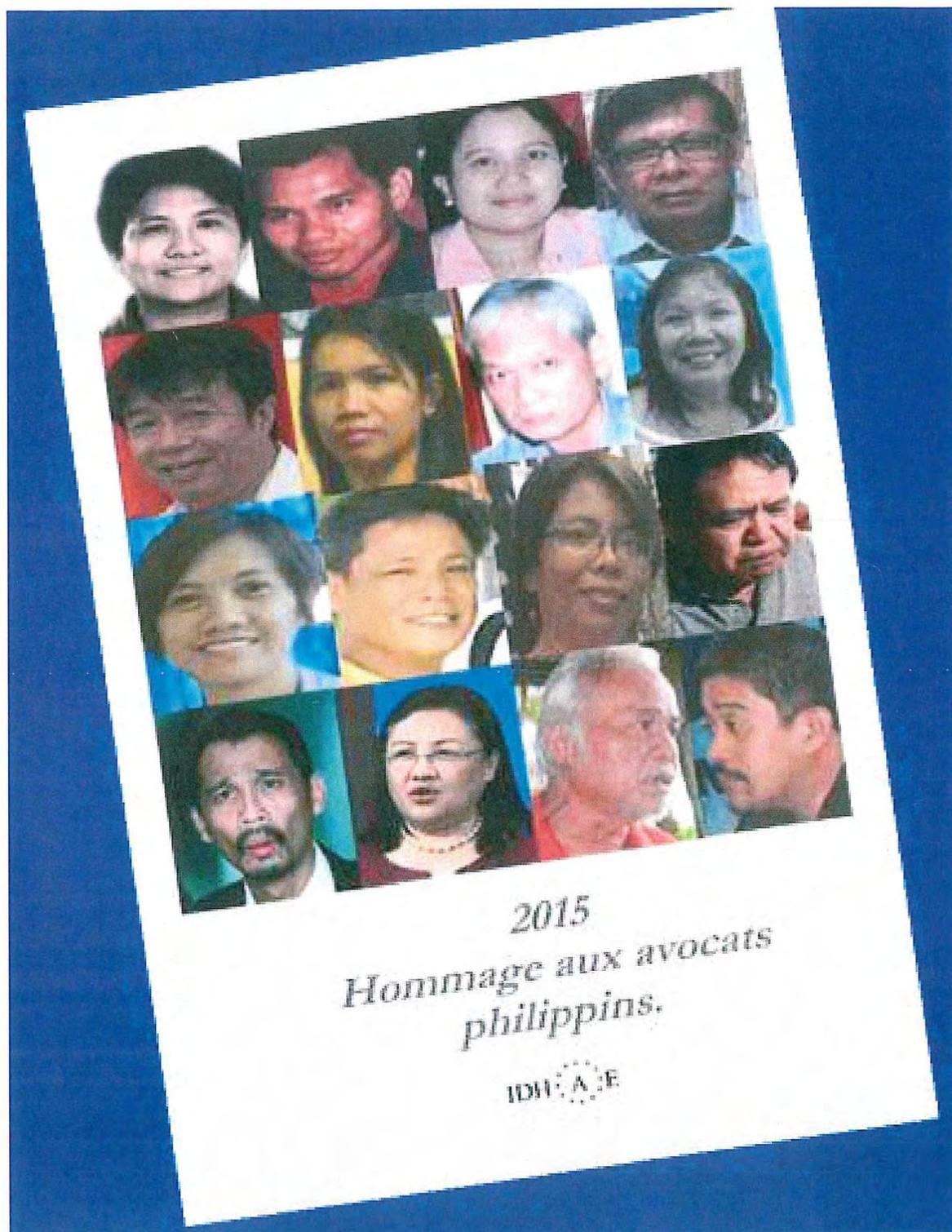
Istanbul



PHILIPPINES

Un rassemblement important s'est également produit aux Philippines





L'appel des différentes organisations participants à la Journée de l'avocat en danger



Today - the Day of the Endangered Lawyer 2015 – the Signatory organizations call on the Aquino government to investigate and prevent the killings and harassment of lawyers in the Philippines.

Number of killings and harassment

At least 39 lawyers have been killed in the Philippines since 2004 for reasons apparently related to their profession. Many more lawyers have been threatened, harassed, intimidated, labeled as 'enemies of the state' or subjected to surveillance or other forms of attacks.

Victims

Most of the lawyer victims were handling high profile cases in which the interests of the upper layer of society are at stake, such as land reforms, corruption and election-related issues.

Perpetrators

Of the known perpetrators recorded, 65% have been identified as members of the military and 20% as members of the police service. In over 50% of cases involving attacks on lawyers, no suspected perpetrator(s) have been identified.

Underlying causes for extrajudicial killings

The practice of labeling (classifying victims as 'enemies of the state'), the involvement of the military in politics, the proliferation of private armies and vigilante groups and the culture of impunity have been identified by national and international fact finding bodies as the main root causes for the alarming rate of extrajudicial killings, including the extrajudicial killings of lawyers, in the Philippines.

Track record of the Aquino administration

The Aquino administration has failed to achieve any fundamental changes. The harassment and labeling of lawyers continues unabated and the number of extrajudicial killings of lawyers has risen. Suspected perpetrators are seldom arrested and rarely identified and held accountable through prosecutions.

Consequences

The harassment and killings of lawyers and the impunity shielding perpetrators impair the ability of lawyers to provide legal representation and consequently severely undermines the proper functioning of the rule of law and the adequate protection of human rights and fundamental freedoms.

International obligations

The Philippines were part of the voting when the United Nations Basic Principles on the Role of Lawyers was adopted by the General Assembly in 1990 and therefore are have an positive duty to ensure that lawyers are able to perform all of their professional functions without intimidation, hindrance, harassment or improper interference and to adequately safeguard lawyers where their security is threatened due to their job. This duty is an integral part of The Philippines' obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights to ensure rights including the right to remedies and to a fair trial.

Recommendations

In view of the above Lawyers for Lawyers urge the Philippine government to take necessary and effective measures:

- (1) to prevent extrajudicial killings and all forms of harassment of lawyers,
- (2) ensure that suspected perpetrators of crimes against lawyers are effectively investigated, prosecuted and, if convicted, punished with appropriate sanctions, and
- (3) duly support and protect the personal and professional independence and safety of lawyers in accordance with the Basic Principles on the Role of Lawyers adopted by the General Assembly of the United Nations in 1990.

Co-signing organizations in alphabetical order:

Asian Human Rights Commission (AHRC)
Day of the Endangered Lawyer Foundation
Fair Trial Watch (FTW)
Freedom House
German Bar Association
Haldane Society of Socialist Lawyers
International Association of Democratic Lawyers
International Association for Peoples' Lawyers
International Bar Association Human Rights Institute
Lawyers Beyond Borders Canada
Lawyers for Lawyers (L4L)
Lawyers Rights' Watch Canada (LRWC)
Özgürlükçü Hukukcular Derneği (ÖHD)
Solicitors International Human Rights Group (SIHRG)
The Law Society of England and Wales
Union Internationale des Avocats (UIA)



Basuguan ng Pilipinas
LTC-JMBL-11-2015

Embassy of the Philippines

THE HAGUE

19 January 2015

Mr. Hans Gaasbeek
International Coordinator, Day of the Endangered Lawyer
Vice President of the AED and
President of the Dutch League for Human Rights
Nieuwe Gracht 5a
2011 NB Haarlem

Dear Mr. Gaasbeek,

With reference to your message, please be informed that in my absence, the Chargé d'Affaires, a.i., Minister and Consul General Marie Charlotte Tang, can receive your petition on my behalf.

With respect to our separate appointment, I propose that we meet on 10 February 2015, 1030H at the Philippine Embassy.

Thank you very much.



Basuguan ng Pilipinas

Rome

Embassy of the Philippines

27 January 2015

LTV-16-2015

Mr. Fabio Marcelli
Istituto di Studi Giuridici Internazionali (ISGI)
Via dei Taurini 19 00185 Rome
E-mail: fabio.marcelli@isgi.cnr.it

Dear Mr. Marcelli,

This is to acknowledge, with appreciation, receipt of the copy in English of the Report and Petition on the situation of endangered lawyers in the Philippines. Please be informed that the copy of this report, in addition to the other copy in Italian received on 23 January 2015, have both been transmitted to the relevant government authorities in the Philippines.

As further contribution to our dialogue on this important subject matter, the Embassy would like to provide the attached brief on Administrative Order No. 35 signed by the President of the Philippines in 2012 which established an inter-agency committee in strong support of efforts to uphold the right to life, liberty and security of persons in the country.



**EMBASSY OF THE PHILIPPINES
PARIS**

4 Hameau de Boulainvilliers / 45 rue de Ranelagh
75016 Paris, France
Telephone (00.33.1) 44.14.57.00
Fax 46.47.56.00
Emergency Phone (00.33.6) 20.59.25.15
E-mail: paris.pa@dfa.gov.ph
Website: www.parispa.dfa.gov.ph

LTR- 59 -2015

Paris, 11 February 2015

MR. CHRISTOPHE PETTITI
Secretary-General
Institute of Human Rights of the Paris Bar
57, Avenue Bugeaud
75116 Paris
contact@idhbp.org

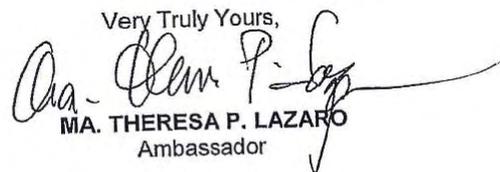
MR. DIDIER LIGER
Lawyer
23 rue des Réservoirs
78000 Versailles
Email : didier.liger2@wanadoo.fr

Dear Mr. Pettiti and Mr. Liger,

This is with reference to our constructive dialogue at the Embassy during the Day of the Endangered Lawyers on 23 January 2015, in which we committed to share relevant information that the Philippine authorities may provide regarding specific cases on Philippine lawyers.

In view of the above, I wish to enclose an update report from the Philippine National Police Human Rights Office (PNP-HRAO) on the cases cited in the European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELDH) report.

Please be assured that the Philippine Government, through the Embassy, will continue to uphold human rights and the rule of law. Should you have further clarifications on the report, you may wish to contact the Embassy and we will respond to you as soon as we can.

Very Truly Yours,

MA. THERESA P. LAZARO
Ambassador

Pasuguan ng Pilipinas



Botschaft der Philippinen

MSMT-LTR-304-2015

22 April 2015

Dear Ms. Groos,

This has reference to the letter you hand carried to the Philippine Embassy on 23 January 2015, on the occasion of the Day of the Endangered Lawyers around Europe, regarding the situation of lawyers in the Philippines including the killing of Atty. Rodolfo Felicio and Atty. Noel D. Archival, both human rights lawyers.

The Embassy has received information on the status of the following cases from the Philippine Department of Justice (DOJ):

Name of Victim/s	Status of Case
1. Atty. Rodolfo Felicio	For further investigation of the Philippine National Police – Crime Monitoring Division (PNP-CMD)
2. Atty. Noel D. Archival	For further investigation of the PNP-CMD and Commission of Human Rights (CHR).
3. Atty. John Mark Espera	For further tripartite investigation of National Bureau of Investigation (NBI), PNP-CMD and CHR.
4. Atty. Ian Vela Cruz	For further tripartite investigation NBI, PNP-CMD and CHR.
5. Atty. Jubian Achas	Considered closed case
6. Atty. Sulpicio Landicho	For further investigation by the PNP and CHR

The Embassy will continue to update you on the progress of the investigations.

Rest assured that the Philippine Government is fully committed in its efforts to uphold human rights, fundamental freedoms, and the rule of law in the country.

With my cordial best wishes

Statistics

Number of People Recorded			
Number of Lawyers	77-'01	01-'14	TOTAL
Attacked	43	57	100
Killed	9	41	50
TOTAL	52	97	150
Number of Judges	77-'01	01-'14	TOTAL
Attacked	0	1	1
Killed	1	18	19
TOTAL	1	19	20
Groups Attacked			
NUPL	37		
IAPL	12		
CODAL	12		
PLACE	11		
PILC	9		
FLAG	68		

The number of people recorded does not count lawyers more than once, regardless of the amount of attacks on a single person.

Since 2001, over half of the lawyers attacked (including murdered) were involved in Human Rights cases or issues. Prior to 2001, 96% of all attacks on lawyers were to those involved with Human Rights cases/issues.

Type of Attack	1977-2001			2001-Present			1977-Present TOTAL
	Lawyers	Judges	TOTAL	Lawyers	Judges	TOTAL	
Murder	9	1	10	41	18	59	69
Attempted/ Frustrated Murder	3	0	3	7	1	8	11
Threat/Harassment/Intimidation	47	0	47	52	2	54	101
Illegal Search/Seizure	9	0	9	1	0	1	10
Abducted/Disappeared	2	0	2	3	0	3	5
Surveillance	16	0	16	35	0	35	51
Labelling	7	0	7	37	0	37	44
Illegal Arrest/Detention	2	0	2	5	0	5	7
TOTAL	95	1	96	181	21	201	298

For Judges, murder was the most common type of attack, 100% before 2001, and 86% since then. For Lawyers, threats, harassment, and intimidation is the most common type- 49% before 2001 and 30% since then.

Perpetrators	77-'01	01-'14	TOTAL
Unidentified	38	87	125
Military	29	51	70
Police	8	14	22
Paramilitary	5	1	6
Civilian	0	5	5
Others	0	5	5
Location			

	77-'01	'01-'14	TOTAL
Luzon	21	113	134
Visayas	26	30	56
Mindanao	30	17	47
TOTAL	77	159	236

Of the KNOWN perpetrators, 65% were military personnel and 20% were police personnel.

Over half of all attacks have no known perpetrator.

1

56% 24% 20%

27-1-2015 Nieuws | Balie Antwerpen

Wij gebruiken cookies om uw bezoek van deze website gemakkelijker te maken.
OK. Deze melding verbergen

[ZIEK EEN ADVocaAT](#) [PRivaAT Lijn](#) [TAALKEUZE](#)

de orde van advocaten antwerpen

[Home](#) [Over ons](#) [Een stagiair](#) [Een advocaat](#) [Pro deo](#) [Bibliotheek](#) [Vacatures](#) [Links](#)



Veelgestelde vragen " Hoe kan ik mijn inschrijving aan de balie bekomen? " [Alle vragen?](#)

Nieuws

23 januari 2015 = De 5de Internationale Dag van de Bedreigde Advocaat :

Dit jaar ligt de nadruk op de Filipijnse advocaten.
Zij worden niet alleen vervolgd en vermoord maar worden ook geconfronteerd met totale straffeloosheid.
om 12.30 uur verzamelen de Belgische advocaten dan ook aan de Filipijnse ambassade te Elsene.

De Orde van advocaten organiseert een grootse opendeurdag op zaterdag 25 april 2015

Meer nieuws volgt.

Eerstvolgende eedaflegging voor kandidaat stagiairs dinsdag 3.02.2015 om 12.00 uur

(origineel diploma en bewijs van nationaliteit neer te leggen op Parket generaal - stageovereenkomst op secretariaat van de Orde van advocaten)
. Tijdsduur aanwezigheid vereist! (11.45 uur).
Doorheen het jaar eedaflegging op de eerste maandag van elke maand.

Balie Antwerpen jumeleert met de balie van Matadi in Congo.

Een delegatie van Balie Antwerpen bracht in juli een bezoek aan de balie van Matadi ter gelegenheid van de inhuldiging van het Maison du Barreau op 10 juli 2014. Een kort verslag onder "lees meer"

[Lees meer...](#)

De stafhouder aan het woord...



Wij luisteren naar u...

Voor al uw vragen kunt u terecht bij onze ombudsdienst. Stel uw vraag via het contactformulier en u krijgt binnenkort een antwoord.

Blackboard balie Antwerpen

Klik hier om naar intranet te gaan.
(enkel voor advocaten via zelfde login als voor het privaat iuk OVE)

<http://www.balieantwerpen.be/nl/home> 1/2

Acties
Nieuws
Doe mee
Links

CAMPAGNE

Actie Ambassade van de Filippijnen 23 januari 2015 - 12u30 ter ondersteuning van bedreigde advocaat

Acties 20/01/2015 - 12:16

De **Sde Internationale Dag van de Bedreigde Advocaat** staat op 23 januari 2015 in het teken van de Filippijse advocaten. Zij worden niet alleen vervolgd en vermoord, maar worden ook geconfronteerd met totale straffeloosheid.

FOCUSLANDEN

Colombia
Filippijnen
Guatemala

Afspraak vrijdag 23 januari om 12u30 Molièrelaan 297, 1050 Elsene voor de Filippijse ambassade.

Volgens een rapport van de Filippijse National Union of Peoples' Lawyers (NUPL), zijn er sinds 2001 maar liefst 41 advocaten vermoord, 57 anderen werden het slachtoffer van achtervolgingen, aanvallen en intimidaties. Ook 18 rechters die zich bezighouden met politiek gevoelige kwesties zijn om het leven gebracht. 65 % van de bekende daders is militair, 20 % behoort tot de politie. Maar meer dan de helft van de daders is nog altijd onbekend.

MULTIMEDIA

Foto
Video
Audio

Toen hij in 2010 aan de macht kwam, kondigde President Benigno Aquino III aan dat hij geen buitengerechtelijke executies of gedwongen verdwijningen meer zal tolereren, dat hij hervormingen zou doorvoeren en als prioriteit de rechterlijke macht zal versterken.

Vier jaar later is de situatie voor de advocaten alleen maar verslechterd.

In 2014 zijn drie mensenrechtenadvocaten, bekend als verdedigers van kansarmen en politieke gevangenen, geliquideerd: Noel D. Archival is neergeschoten door twee motorrijders op 18 februari; Cristobal Fernandez en Rodolfo Felicio kwamen op dezelfde manier om het leven op 8 en 24 augustus.

Ook rechter Reynerio Estacio werd in 2014 vermoord door twee mannen op een motorfiets. Hij behandelde gevoelige zaken waar politici bij betrokken zijn.

De straffeloosheid blijft voortduren, en de aanvallen nemen niet af.

De Internationale Dag van de Bedreigde Advocaat herinnert eraan dat de rechten van juristen en verdedigers van de mensenrechten gerespecteerd en beschermd moeten worden in alle omstandigheden.

PROGRESS Lawyers Network en het Syndicat des Avocats pour la Démocratie (SAD) ondersteunen daarom in België deze actie aan de Filippijse ambassade. Op Europees vlak wordt de actie gecoördineerd door o.a. de European Association of Lawyers for Democracy & World Human Rights (ELDHW) en de Avocats Européens Démocrates (AED).

Na de steun aan de Franse advocaten in 2011, de Turkse in 2012, de Baskische in 2013 en de Colombiaanse confraters in 2014, wijzen we nu op de zeer zorgwekkende situatie van advocaten in de Filippijnen.

Kom dan ook op 23 januari om 12u30 naar de Ambassade van de Filippijnen voor de Internationale Dag van de Bedreigde Advocaat. Kom in toga ter ondersteuning van onze Filippijse confraters. Ook in Ankara, Athene, Berlijn, Bern, Bilbao, Düsseldorf, Den Haag, Istanbul, Izmir, Londen, Madrid, Manila, Milaan, Parijs, Rome en Wenen worden acties georganiseerd.

Persbericht overgenomen van Progress Lawyers Network.

Ook Stop the Killings steunt deze actie en roept iedereen op om solidair te zijn op 23 januari. Stop the Killings zal deel uitmaken van de delegatie die ontvangen zal worden door de Filippijse ambassadrice tijdens de actie.

Bijlage	Grootte
Report Endangered Laywers focus Philippines.pdf	759.36 KB
Acties Filippijnen français	

www.stopthekillings.be

Articles parut dans La Tribune du 7.01.15 de l'Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique.



Journée internationale de l'avocat en danger

Le 23 janvier 2015 aura lieu la 5^{ème} journée internationale de l'avocat en danger consacrée à nos confrères philippins, victimes en toute impunité, de graves persécutions et assassinats.

Selon un rapport publié fin décembre 2014 par l'Association européenne des avocats pour la démocratie (ELDH) et l'association philippine National Union of Peoples Lawyers (NUPL), 41 avocats ont été abattus depuis 2001 tandis que 57 autres ont fait l'objet de menaces, de surveillances, d'agressions et de diverses tentatives d'intimidations. 18 juges traitant de dossiers « politiques » ont également été assassinés.

Lors de son accession au pouvoir le 30 avril 2010, le Président Benino Aquino avait annoncé qu'il ne tolérerait ni exécution extrajudiciaire, ni disparition forcée et qu'il ferait de la réforme et du renforcement du pouvoir judiciaire sa priorité.

Quatre ans plus tard, un triste constat s'impose : les conditions dans lesquelles les avocats exercent leur profession n'ont cessé de se détériorer.

A titre d'exemple, rien qu'en 2014, outre les pressions subies par quantité de confrères, trois avocats connus en raison de leur combat pour les personnes défavorisées et les prisonniers politiques ont été assassinés : Noel D. Archival abattu par deux motards, le 18 février, Cristobal Fernandez et Rodolfo Felicio, exécutés de la même façon les 8 et 24 août.

Enfin, le 28 février 2014, le juge Reynerio Estacio, qui traitait plusieurs dossiers impliquant des politiciens, a également été tué par deux hommes en moto.

Jusqu'à ce jour, les services de police ne font preuve d'aucun zèle et les enquêtes stagnent.

Organisée par l'association des Avocats Européens Démocrates, en collaboration avec d'autres organisations représentatives des avocats, parmi lesquelles l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens, l'ELDH et le Syndicat des Avocats pour la Démocratie (lesad.be), la journée internationale de l'avocat en danger a pour but de rappeler que les droits des avocats et des défenseurs des droits de l'Homme doivent être respectés et protégés en toutes circonstances.

Après avoir soutenu les avocats iraniens en 2011, turcs en 2012, basques en 2013 et colombiens en 2014, cette cinquième édition sera donc l'occasion de mettre en évidence la situation très préoccupante des avocats aux Philippines.

A l'appel des organisateurs de cette 5^e journée internationale de l'avocat en danger, un rassemblement est prévu **le 23 janvier à partir de 12h30** devant l'ambassade des Philippines, 297 Av. Molière à Ixelles. Venez nombreux ET en toge afin de soutenir nos confrères philippins. Des manifestations identiques se dérouleront devant les ambassades des Philippines de Paris, Berlin, Rome, La Haye et Madrid.

Florence de La Pradelle, Avocate au barreau de Bruxelles

UN BLOG DE SEL

JE PENSE DONC JE NE SUIS PERSONNE

[ACCUEIL](#) › [BELGIQUE](#) › [BRUXELLES](#) › AVOCATS ASSASSINÉS NE FONT PAS LA UNE — SAUF DEMAIN ? (PROVERBE PHILIPPIN)

Avocats assassinés ne font pas la une — sauf demain ? (proverbe philippin)

22 JANVIER 2015 • (14)

Depuis bientôt deux semaines, la liberté d'expression est dans tous les journaux, sur toutes les lèvres. Le massacre à la rédaction de Charlie Hebdo a réveillé les consciences. Et bien sûr, la presse est en première ligne sur ce sujet qui la concerne au premier chef. Mais il y a d'autres critères de démocratie, tout aussi fondamentaux. Le droit des avocats à défendre sereinement leurs clients en est un. Si nous sommes bien informés des journalistes occidentaux assassinés de par le monde (et déjà moins lorsqu'il s'agit de journalistes d'ailleurs, hélas), le sort des avocats fait rarement la une des journaux.



Pourtant, des avocats sont régulièrement assassinés. Chacun de ces meurtres est une blessure béante dans la Charte des Droits de l'Homme. La situation aux Philippines, par exemple, est atroce. [D'après un rapport de l'Association européenne des Avocats pour la Démocratie \(ELDH\)](#), pas moins de 41 avocats y ont été abattus depuis 2001. Des dizaines d'autres ont été menacés, surveillés ou agressés. Les magistrats ne sont pas mieux lotis : « 18 juges traitant de dossiers 'politiques' ont été assassinés », selon le communiqué de presse du Syndicat des Avocats pour la Démocratie (SAD). Rien qu'en 2014, trois avocats connus pour leur combat en faveur des personnes défavorisées et/ou de prisonniers politiques, ainsi qu'un juge, ont été « liquidés », chaque fois par deux motards. Leurs noms ne vous dira rien, hélas. Ce sont Noel D. Archival, Cristobal Fernandez, Rodolfo Felicio et le juge Reynerio Estacio. Quant aux enquêtes, elles sont apparemment laissées à l'abandon. Bref, #JeSuisPhilippin.

En 2010, des avocats européens ont décidé de réagir en organisant la Journée de l'Avocat en Danger. Soutenue par l'Institut européen des Droits de l'Homme, elle a normalement lieu le 24 janvier, en mémoire du massacre d'Atocha, en Espagne. [En 1977, cinq avocats y ont été tués et quatre grièvement blessés par un commando néofasciste](#), en pleine transition du franquisme vers la démocratie parlementaire. Les actions précédentes visaient l'Iran, la Turquie, le Pays Basque et la Colombie, tous théâtres de graves atteintes aux droits de la défense. Cette année, exceptionnellement, les rassemblements désormais traditionnels d'avocats en robe se

tiendront ce 23 janvier, dans toute l'Europe, mais aussi en Turquie et aux Philippines.

À cette occasion, le [Syndicat des Avocats pour la Démocratie \(SAD\)](#) appelle à un rassemblement en soutien aux avocats philippins, le vendredi 23 janvier à partir de 12h30, devant l'ambassade des Philippines, 297 avenue Molière, à Ixelles. Le dress code : la robe. Et demain, ce ne sera pas pour de simples effets de manche, mais pour rappeler que l'exercice de la justice peut tuer aussi.

Amis journalistes, ne manquez pas de couvrir cette pierre à l'édifice des droits démocratiques. Et pour une fois, ne laissez pas ce combat fondamental aux chiens écrasés sous prétexte que les avocats sont moins « vendeurs » que vos confrères. La liberté n'a pas de profession.

[Le Communiqué de presse du SAD](#)

Pour plus d'information :

Pierre ROBERT, contact presse du S.A.D. (0483 51 07 50)

Florence de La Pradelle, organisatrice de la journée pour le S.A.D (0498.627.485)

Thierry Bontink, de l'Institut des droits de l'Homme du Barreau de Bruxelles (02/627.10.26)

14 réponses



Salade

22 janvier 2015 - 20 h 12 min

👍 0 🗨️ 0 📊 Rate This

Bah avec tout ce qui est dès maintenant interdit par la police en Belgique..

Le Chili actuel doit être plus démocratique que nous, non?

★ J'aime



Niemöller

23 janvier 2015 - 19 h 57 min

👍 0 🗨️ 0 📊 Rate This

Liberté chérie

5 ans de prison pour avoir soutenu Anonymous

<http://www.lalibre.be/s/art/54c169593570af82d5055ab3#.VMHISQPAoXE.email>

Vive la liberté de la presse, vive la liberté! là on n'assassine pas d'un coup, on est timide on tue à petit feu...

★ J'aime

Article publié le 22.01.15 sur « Un blog de Sel », blog du journaliste-panflétiste belge Marcel SEL

Los abogados de ALA protestan contra el trato que recibe su profesión en Filipinas

Enero 23, 2015 - J.J. / Disopress



Juan Zarco / DISO Press Detalles



Madrid, 23 de enero de 2015. Como cada año y con motivo del 5º Día del Abogado Amenazado, una iniciativa de la Asociación Europea de Abogados Demócratas, la Asociación Libre de Abogados (ALA), apoyada por el Consejo General de la Abogacía Española y por el Ilustre Colegio de Abogados de Madrid, ha organizado hoy a las 13:30 horas una concentración a las puertas de la Embajada de Filipinas para visibilizar la intefensión que sufren los abogados y abogadas en Filipinas.

Tras congregarse alrededor de una veintena de abogados vestidos con sus togas y sosteniendo una pancarta con el lema "Sin abogad@s no hay justicia", los letrados Alejandro Gómez Selma y Endika Zulueta han sido atendidos por el Cónsul de Filipinas, Genardo P. Abiog, quien ha mostrado su preocupación por los hechos relatados por los miembros de ALA y se ha comprometido a realizar una investigación sobre el tema, haciéndoles entrega del documento que acredita la orden de crear en Filipinas un comité de investigación de los asesinatos extrajudiciales denunciados por la asociación.

Según ALA, se está produciendo un reconocimiento en la represión de

abogados y jueces, muy por encima del resto de profesiones, en Filipinas. "Muy raramente se arresta a los culpables y casi nunca se les procesa o juzga en un caso relacionado con derechos humanos. En el 85% de las ocasiones, son miembros del ejército y de la policía los denunciados, sin embargo en menos de la mitad de los casos han sido condenados. Este sitio web utiliza cookies propias y de terceros para ofrecerte un mejor servicio. Si continúa navegando consideramos que acepta su uso. Encontrará más información sobre las cookies y cómo configurar su uso en nuestra Política de Cookies.

[Aceptar Cookies](#) [Más Información](#)

En los últimos 14 años, muchos de los cuales se encontraban trabajando en Filipinas. Los abogados amenazados, sus familias, las víctimas de todo tipo de ataques, es necesario tomar las medidas necesarias para cumplir con sus obligaciones con respecto a la web.

En este día, cuyo fin es también el de conmemorar el asesinato de los abogados liberalistas de Atocha en 1977, se realizarán de forma paralela acciones en ciudades como París, Toulouse, Ámsterdam, Roma, Berlín, Estambul o Barcelona. También se ofrecerá una fiesta en el Centro Social Ocupado Autogestionado La Morada, a partir de las 21 horas.

[Facebook](#) [Twitter](#) [Google+](#)

[DESCARGAR](#)

Noticias Relacionadas

12 Noticias Relacionadas

Detenidos doce abogados del País Vasco en la operación "Mala"
España, 12 de enero de 2015. En una operación conjunta de la Guardia Civil y la Policía Nacional, bautizada con el nombre de "Mala", esta mañana se han efectuado 16 detenciones en el País Vasco y

Amnistía Internacional conmemora el Día Internacional de los Derechos Humanos con actos en toda España
Madrid, 8 de diciembre de 2014. Amnistía Internacional ha celebrado un acto hoy en Madrid frente a la sede del Ayuntamiento

Los abogados de ALA protestan contra el trato que recibe su profesión en Filipinas

Enero 23, 2015 - 22 / Disopress



Juan Zarco / DBO Press Datos



Madrid, 23 de enero de 2015. Como cada año y con motivo del 5º Día del Abogado Amenazado, una iniciativa de la Asociación Europea de Abogados Demócratas, la Asociación Libre de Abogados (ALA), apoyada por el Consejo General de la Abogacía Española y por el Ilustre Colegio de Abogados de Madrid, ha organizado hoy a las 13:30 horas una concentración a las puertas de la Embajada de Filipinas para visibilizar la indefensión que sufren los abogados y abogadas en Filipinas.

Tras congregarse alrededor de una ventana de abogados vestidos con sus togas y sosteniendo una pancarta con el lema "Sin abogados no hay justicia", los letrados Alejandro Gámez Salma y Endika Zulueta han sido atendidos por el Cónsul de Filipinas, Gerardo P. Abiog, quien ha mostrado su preocupación por los hechos relatados por los miembros de ALA y se ha comprometido a realizar una investigación sobre el tema, haciéndoles entrega del documento que acredita la orden de crear en Filipinas un comité de investigación de los asesinatos extrajudiciales denunciados por la asociación.

Según ALA, se está produciendo un retrocedimiento en la represión de

abogados y jueces, muy por encima del resto de profesiones, en Filipinas. "Muy raramente se arresta a los culpables y casi nunca se los procesa o juzga en un juicio justo. Los abogados amenazados, sus familias, las víctimas de todo tipo de ataques, es necesario tomar las medidas necesarias para cumplir con sus obligaciones con respecto a esta web.

En los últimos 14 años, muchos de los cuales se encontraban trabajando en casos relacionados con derechos humanos. En el 80% de las ocasiones, son miembros del ejército y de la policía los denunciados, sin embargo en menos de la mitad de los casos han sido condenados.

En este día, cuyo fin es también el de conmemorar el asesinato de los abogados laboristas de Atocha en 1977, se realizarán de forma paralela acciones en ciudades como París, Toulouse, Ámsterdam, Roma, Berlín, Estambul o Barcelona. También se ofrecerá una fiesta en el Centro Social Ocupado Autogestionado La Morada, a partir de las 21 horas.

Twitter

Noticias Relacionadas 12 Noticias Relacionadas

	<p>Detenidos diez abogados del País Vasco en la operación "Mata"</p> <p>España, 12 de enero de 2015. En una operación conjunta de la Guardia Civil y la Policía Nacional, bautizada con el nombre de "Mata", esta mañana se han efectuado 16 detenciones en el País Vasco y</p>		<p>An Intelektual konfrontazioa onenentzako el Día Internacional de los Derechos Humanos con actores en toda España</p> <p>Madrid, 8 de diciembre de 2014. Análisis Internacional ha celebrado un acto hoy en Madrid frente a la sede del Ayuntamiento</p>
--	--	--	---

Tag des bedrohten Anwalts 2015 "Wenn wir aufgeben, haben sie gewonnen"
von Constantin Baron van Lijnden Profil bei Google

22.01.2015



© EJDm

"Natürlich sind wir in Gefahr, wir mischen uns schließlich in Streitigkeiten ein." Edre Olalia sagt das mit einer Selbstverständlichkeit, als gehörte es ganz offiziell zur Berufsbeschreibung des Anwalts. Gewissermaßen tut es das auch – zumindest für jene, die in seinem Heimatland, den Philippinen, die heiklen Mandate anpacken. An ihr Schicksal erinnern Kundgebungen am Freitag in Berlin und Essen.

Ein Gespräch mit Edre Olalia ist eine gewissermaßen surreale Erfahrung; fast droht man, verloren zu gehen in der Kluft zwischen Intonation und Inhalt seiner Aussagen. Einmal sind da die Geschichten, die Olalia erzählt: Von der Kollegin, die sicherheitshalber jeden Tag einen anderen Weg zur Arbeit wählt. Von Dienstreisen, die man nur noch in Begleitung unternimmt und von Handys, die man lieber nicht einschaltet. Und von all jenen, bei denen diese Vorsichtsmaßnahmen nicht gereicht haben. Denen, die nachts attackiert wurden und morgens im Krankenhaus aufgewacht sind - wenn sie Glück hatten. Olalia klingt, wenn er von diesen Vorfällen erzählt, die er nur als "Ablenkungen" bezeichnet, ernst, aber nicht verbittert. Nicht wie jemand, der auf das Mitleid seines Gegenübers hofft. Im Gegenteil, wenn er spricht, dann mit sportlichem Elan, wie der Außenseiter vor dem Boxkampf, der als einziger an den eigenen Sieg glaubt; auch wenn der Gegner mit Vorliebe unter die Gürtellinie schlägt und der Kampf über deutlich mehr als zwölf Runden gehen wird.

Zerrissenes Land, verbissener Kampf

Olalia ist Mitglied der National Union of People's Lawyers (NUPL), einer philippinischen Anwaltsvereinigung, die sich vor allem für die Schwachen stark macht: Farmer und Fischer, Alte und Kranke, Studenten und Migranten. Sie alle haben einen schlechten Stand in dem Land, dessen politischer Kurs trotz formell bestehender Demokratie vor allem von einer Handvoll ultrareicher Familien erdacht und von Polizei und Militär erzwungen wird. Die innenpolitische Lage ist bescheiden bis desolat, je nachdem, welchen Maßstab man anlegt: Auf der einen Seite muslimische Rebellen- und Terrorgruppen, auf der anderen eine korrupte Herrscherkaste, die vor allem am Halten und Verwalten der eigenen Macht interessiert ist. Dazwischen läuft eine weitgehend verarmte Bevölkerung Gefahr, im Spannungsgefüge zerrissen zu werden, wenn sie nicht stillhält.

LAWYERS FOR LAWYERS

Kwetsbare advocaten

41 advocaten en 18 rechters zijn sinds 2001 in de Filipijnen vermoord, een veelvoud daarvan werd lastiggevallen of bedreigd. Op 23 januari, de Dag van de Bedreigde Advocaat, vragen advocaten wereldwijd aandacht voor hun Filipijnse collega's.

Tatiana Scheltema

Het afgelopen jaar is de situatie alleen maar verergerd, zegt Edre Olalia, voorzitter van de *National Union of Peoples' Lawyers* in Quezon, het regeringscentrum bij Manila, via Skype. 'Advocaten – vooral sociaal advocaten en mensenrechtenverdedigers – zijn bijna even kwetsbaar als de cliënten voor wie ze optreden: onderdrukten, critici van de macht, dissidenten en activisten. Men beschouwt deze advocaten als een bedreiging van de in wezen oneerlijke en voor de meerderheid van de bevolking repressieve status-quo. Advocaten worden meer dan ooit vereenzelvd met de zaak.' De daders zijn meestal afkomstig uit het leger of van de politie, soms worden ook paramilitairen of particuliere beveiligers ingezet. 'De zaken die wij voeren gaan vaak over eigendomsrechten van het land en raken zo rechtstreeks aan de zakelijke belangen van mijnbouw- of houtkapbedrijven. Ook advocaten



Edre Olalia: 'Advocaten gelden als lastpakken'

die werken in zaken waarin algemene belangen spelen, bijvoorbeeld omdat juridische onschendbaarheid, buitenlandse inmenging of economische en politieke maatregelen worden aangevochten, worden aangevallen. Soms zijn de daders bekend, maar heel zelden wordt een serieus onderzoek ingesteld, laat staan dat er een veroordeling volgt.' De in 2010 aangetreden president Benigno Aquino beloofde verbetering, maar daar kwam weinig van terecht, zegt Olalia. 'Het is een attitudeprobleem. De ernst ervan wordt volledig ontkend. Als

het gaat om advocaten die geen mensenrechtzaken doen, is de tenenur: "Dan moet je dat soort zaken maar niet doen, het is het risico van het vak." Om mensenrechtenadvocaten maakt men zich nog minder zorgen. Die gelden sowieso als zeurderige lastpakken die nergens goed voor zijn. Zo beschouwd zijn de aanslagen op advocaten, zeker mensenrechtenadvocaten, niets anders dan het vervolg op de uitbuiting en onderdrukking van een arme bevolking in een maatschappij waar degenen met minder middelen nog minder rechten hebben.' De Dag van de Bedreigde Advocaat is normaliter op 24 januari, maar in verband met het weekend heeft de dag dit jaar op 23 januari plaats. Advocaten door heel Europa zullen een petitie aanbieden aan de Filipijnse ambassadeur of consul. De datum verwijst naar het 'bloedbad van Atocha' dat op 24 januari 1977 door neofascisten werd aangericht bij een Madrileens advocatenkantoor. Vier advocaten en een vakbondsleider werden gedood.

advertenties

Ter overname aangeboden
advocatenkantoor
– praktijk en kantoorpand –



voor nadere info e-mail@munk.nl

MASTERCLASS FINANCE
VOOR TRANSACTIE-JURISTEN

Start 4 & 5
maart 2015
SCHEFFEL 10 ENCL 10

Deze masterclass vormt Nyenrode's topprogramma op het gebied van Finance voor de fusie - en overnamepraktijk onder leiding van Mr. Jan Louis Burggraaf, Prof. dr. Dennis Vink, Dr. Mike Nawas en Drs. Hans Haanappel.

Voor meer informatie en/of aanmelding ga naar www.executiveeducation.nl/ftj of neem direct contact op met Diederik Slob via: pp@nyenrode.nl / 0346 291 279.

NYENRODE
BUSINESS UNIVERSITEIT

NYENRODE. A REWARD FOR LIFE



Nieuwsbericht

Nederlands-Filippijnse Solidariteitsbeweging

DAG VAN DE BEDREIGDE ADVOCaat



De Dag van de Bedreigde Advocaat 2015 is op 23 januari. Deze dag richt zich dit jaar op de positie van Filippijnse advocaten die vaak onder levensbedreigende omstandigheden hun werk moeten verrichten. Bij de Filippijnse ambassade in Den Haag vindt om 14.00 uur een demonstratieve bijeenkomst plaats.

Daarbij zal een petitie worden aangeboden aan de ambassadeur. Deze petitie wordt opgesteld door een samenwerking van de AED (European Democratic Lawyers), de ELDH (European Association of Lawyers for Democracy & World Human Rights) en de Stichting de Dag van de Bedreigde Advocaat.

De organisatoren hopen op een grote opkomst. De NFS (Nederlands-Filippijnse Solidariteitsbeweging) brengt u graag hun uitnodiging onder de aandacht. Het effect van de actie wordt vergroot als er meer aandacht van deze problematiek wordt gegenereerd. Steun de Filippijnse advocaten en doe mee aan deze demonstratie.

Uitnodiging voor de Dag van de Bedreigde Advocaat 23 januari 2015

DEMONSTRATIE IN TOGA

Om 14:00 uur start demonstratieve bijeenkomst bij de Filippijnse ambassade in 's-Gravenhage, aan de Laan Copes van Cattenburch 125. Tijdens deze demonstratieve bijeenkomst zullen advocaten in toga's vergezeld door vele andere sympathisanten demonstreren met protestborden met daarop foto's betreffende bedreigde, vermoorde en vervolgte collega's werkzaam in de Filippijnen voor de belangen van de sociaal zwakkeren en armen.

Bij de demonstratie zal de Filippijnse advocaat Edre Olalia aanwezig zijn, de secretaris-generaal van de NUPL (de Filippijnse advocatenorganisatie van "peoples lawyers").

PETITIE AANBIEDEN

Tijdens de demonstratie zal een petitie worden aangeboden aan de Filippijnse ambassadeur door een delegatie uit de demonstranten gevormd door: een afgevaardigde van Advocaten voor Advocaten een afgevaardigde van Rechters voor Rechters en voornoemde NUPL bestuurder Edre U. Olalia en mijzelf als coördinator van de Stichting Dag van de Bedreigde Advocaat, tevens internationaal coördinator voor de soortgelijke acties in zo'n 20 tal andere Europese en Aziatische steden. We verwachten dat in die steden tegelijk met ons wordt gedemonstreerd en dat dezelfde petitie wordt aangeboden aan Filippijnse ambassadeurs, consuls en vergelijkbare autoriteiten.

MUZIEK

Tijdens de demonstratie zal ook door Jasper Van Damme, een jonge maar reeds gelauwerde internationaal opererende jazz muzikant, op de saxofoon voor muzikale begeleiding worden gezorgd.

FORUMDISCUSSIE

Om 15:45 uur wordt de demonstratie opgebroken en haasten we ons naar het theater aan de Mallemolen 53F, daar vindt het vervolgprogramma plaats. Spreken zullen daar:

- mr. Gerrard Boot namens Rechters voor Rechters,
- mr. Judith Lichtenberg namens Lawyers voor Lawyers,
- mr. Edre Olalia namens NUPL
- mr. Hans Gaasbeek, als coördinator van de St. Dag van de Bedreigde Advocaat.

De bijeenkomst wordt geleid door mr. Jan Hofdijk, advocaat te 's-Gravenhage.

in antwoord op vragen van Europarlementariër Judith Sargentini (GroenLinks) tijdens de plenaire zitting van het Europees Parlement in Straatsburg.
[Lees verder](#)

OM



P-G Hoge Raad uit forse kritiek op strafbeschikkingen

De wijze waarop het Openbaar Ministerie strafbeschikkingen

uitvaardigt, schiet op een aantal belangrijke punten tekort. Dit valt op te maken uit onderzoek van de Procureur-Generaal bij de Hoge Raad, mr. J.W. Fokkens. De kritiek van de P-G richt zich vooral op ZSM-, CVOM- en CJIB-zaken.
[Lees verder](#)

Grondrechten



NVSA eist intrekken wet bewaarplicht in kort geding

Op 18 februari dient een kort geding tegen de Nederlandse Staat over de

Wet bewaarplicht telecommunicatiegegevens dat in december werd aangekondigd. De Nederlandse Vereniging van Strafrechtadvocaten (NVSA) eist met een coalitie van organisaties en ondernemingen dat de wet buiten werking wordt gesteld. De Wet bewaarplicht telecommunicatie zou in strijd zijn met fundamentele grondrechten, stellen de eisers.
[Lees verder](#)

Voorzitter Raad voor de rechtspraak



'Actie was aanval op normen en waarden'

'De actie was een rechtstreekse aanval op de normen en waarden van de democratische rechtsstaat.'

Dat zei Frits Bakker, voorzitter van de Raad voor de rechtspraak, donderdag 8 januari tijdens zijn nieuwjaarstoespraak over de terreuraanslag op Charlie Hebdo. Bakker besteedde een groot deel van zijn toespraak aan de recent gepleegde aanslag.
[Lees verder](#)

Onderzoek

Helpt sociale



Seks met cliëntes

Ja, hij had ze wel eens aangeraakt, deze cliëntes, erkende mr. X. Een

voormalig slachtoffer van een loverboy, en een vrouw met een prostitutieverleden. De ene keer ging het slechts om een bemoedigende arm om de schouder. De andere keer om 'een zakelijk gericht vluggertje' waar hij keurig voor had betaald: een win-winsituatie volgens mr. X. [Lees verder](#)

Dag van de Bedreigde Advocaat 2015

De Dag van de Bedreigde Advocaat 2015 is op 23 januari. Deze dag richt zich dit jaar op de positie van Filipijnse advocaten die vaak onder levensbedreigende omstandigheden hun werk moeten verrichten.

Bij de Filipijnse ambassade in Den Haag vindt om 14.00 uur een demonstratieve bijeenkomst plaats. Daarbij zal een petitie worden aangeboden aan de ambassadeur.

Deze petitie wordt opgesteld in een samenwerking tussen de AED (European Democratic Lawyers), de ELDH (European Association of Lawyers for Democracy & World Human Rights) en de Stichting De Dag van de Bedreigde Advocaat. [Lees verder](#)

KEI-congres

Het programma Kwaliteit en Innovatie rechtspraak (KEI) van het ministerie van Veiligheid en Justitie en het programma KEI van de Rechtspraak organiseren dit KEI-congres op 29 januari met als thema 'De rechtspraak van morgen'. De dag gaat over de vernieuwde gedigitaliseerde rechtsgang waarvoor naar verwachting de wetgeving volgend jaar gereed is. Op het congres maken deelnemers in diverse workshops kennis met de 'ins and outs' van de vernieuwingen in het civiel- en bestuursprocesrecht. Richard Susskind, hoogleraar aan Oxford en auteur van *Tomorrow's Lawyers*, is de keynote speaker. [Lees verder](#)

EEX-verordening

Wijzigingen Europees IPR-procesrecht

Per 10 januari 2015 is de 'herschikte' EEX-Verordening (EEX-Vo) van toepassing (PbEU 2012, L. 351). De aangepaste regels inzake de



Giornata dell'Avvocato Minacciato: 23 gennaio 2015

L'UCPI aderisce all'iniziativa del "Day of the Endangered Lawyer - Giornata dell'Avvocato Minacciato" che, come ogni anno, si terrà in tutta Europa il 23 gennaio, a sostegno di quegli avvocati di altri Paesi in tutto il mondo che vengono perseguitati proprio per il ruolo di difensori che essi assumono. Quest'anno il Day of the Endangered Lawyer vuole porre all'attenzione dell'opinione pubblica la situazione drammatica in cui si trovano i colleghi filippini. Nelle Filippine, negli anni, oltre a 18 giudici sono stati uccisi 41 avvocati, di cui 9 impegnati in prima persona nella difesa dei diritti umani. 57 avvocati sono stati minacciati, intimiditi e perseguitati, di cui 43 impegnati nella difesa dei diritti umani. Nei rari casi in cui si è giunti all'individuazione degli autori di tali crimini, il 65% erano militari e il 20% appartenenti alle forze di polizia; in oltre la metà dei casi non sono stati individuati i responsabili. La persecuzione dei colleghi filippini, così come la persecuzione di almeno 200 avvocati oggetto di violenze e soprusi lo scorso anno a causa del loro impegno nella difesa dei diritti in tutto il mondo (Europa inclusa) come documentato nel rapporto 2014 dell'Observatoire mondial des violations des droits de la défense et des droits des avocats dans le monde, conferma che l'avvocato libero ha un ruolo fondamentale in una democrazia ed è temuto per questo.

Roma, 19 gennaio 2015

La Giunta

L'Osservatorio Europa

Unione Camere Penali Italiane

Via del Banco di S. Spirito, 42 00186 Roma Tel +39 06 32500588 Fax +39 06 3207040 www.camerepenali.it
segreteria@camerepenali.it camerepenali@libero.it C.F. 05386821002 P.I. 00989681005

COLLEGA'S VOOR COLLEGA'S

De dag van de bedreigde advocaat

Sinds 1990 zet ons kantoor zich in voor bedreigde advocaten. In dat jaar deden wij voor het eerst mee aan een factfinding-missie naar de Filippijnen. In dat land werden op dat moment regelmatig advocaten ernstig bedreigd, vervolgd of vermoord in verband met hun werkzaamheden voor mensenrechtenactivisten of gewoon kleine boertjes.

Gaandeweg, ook door andere werkzaamheden binnen diverse advocatenorganisaties, groeide het idee dat de problematiek van bedreigde advocaten wereldwijd zo ernstig en structureel te noemen is, dat het organiseren van een Dag van de Bedreigde Advocaat een passend antwoord zou zijn.

Gaandeweg, ook door andere werkzaamheden binnen diverse advocatenorganisaties, groeide het idee dat de problematiek van bedreigde advocaten wereldwijd zo ernstig en structureel te noemen is, dat het organiseren van een Dag van de Bedreigde Advocaat een passend antwoord zou zijn.

Voor de eerste maal vond de Dag van de Bedreigde Advocaat plaats in 2010. Als datum voor de Dag is gekozen voor 24 januari; dit is de dag waarop het 'bloedbad van Atocha' plaatsvond in 1977, waarbij een groot aantal advocaten en hun medewerkers vermoord of ernstig verwond werden in hun kantoor in Madrid, vlakbij het desbetreffende treinstation. Met de keuze voor deze datum wordt deze liquidatie ook jaarlijks in herinnering gebracht.

Het doel van de Dag van de Bedreigde Advocaat is om op die dag de aandacht te vragen voor bedreigde mensenrechtenadvocaten met elk jaar weer een speciale focus op advocaten uit één bepaald land.

De werkwijze is zo dat ieder jaar op 24 januari in zoveel mogelijk steden, binnen en buiten Europa, activiteiten plaatsvinden waarmee aandacht gevraagd wordt voor de situatie van bedreigde advocaten in een bepaald land. De betrokken collega's zijn vrij om de dag in te vullen naar de ter plaatse wenselijke inhoud. De enige vaste actie is dat in alle steden een petitie met dezelfde inhoud wordt aangeboden aan zo veel mogelijk ambassadeurs, consuls of andere in die stad beschikbare autoriteiten of instanties.

*edition Noch.
Ordre Hollandaise
du Nord -
"Boek 9"*





AVOCATS EUROPEENS DEMOCRATES
 ABOGADOS DEMOCRATAS EUROPEAS
 EUROPAISCHE DEMOCRATISCHE RECHTSANWALTER
 AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
 PROKURORS EUROPPIS DEMOCRATIS
 AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
 EUROPESE DEMOCRATISCHE ADVOCATEN
 EUROPEAN DEMOCRATIC LAWYERS

Parijs, Rome, Berlijn, Madrid en Brussel, maar ook in kleinere steden als Düsseldorf en Montpellier, maar ook in diverse Aziatische steden, Istanbul, Izmir en Ankara, zijn collega's actief op die dag.

Deze petitie wordt opgesteld in een samenwerking tussen de AED (European Democratic Lawyers), de ELDH (European Association of Lawyers for Democracy & World Human Rights) en de Stichting De Dag van de Bedreigde Advocaat.

Aldus wordt er beschaafd maar duidelijk aandacht gevraagd voor de situatie van advocaten in het betreffende land. Advocaten in toga manifesteren zich dan bij de ambassade of andere gekozen instantie, voorzien van protestborden waarop foto's van onze bedreigde collega-advocaten zijn afgedrukt.

Tot dusverre is de focus in de achtereenvolgende jaren, beginnend in 2010, gericht geweest op de moeilijke positie van advocaten in achtereenvolgens Iran, Turkije, Baskenland en Colombia. De eerstvolgende dag, 23 januari 2015 (een dag eerder, in verband met het weekend), zal de aandacht zijn gericht op de Filippijnen. De collega's van de National Union of Peoples Lawyers hebben ons daar met klem om verzocht. In de afgelopen jaren zijn veel advocaten die zich richtten op zaken waarbij de mensenrechten in het geding zijn vermoord en nog steeds is er sprake van voortdurende dreiging.

Er wordt zo veel mogelijk samengewerkt met collega's uit het betreffende land. Dat betekent ook dat collega's uit dat land lezingen komen houden in de stad waar een manifestatie plaatsvindt en er worden dan ook forumdiscussies gehouden.

Mooi is dat de actie van meet af aan zeer internationaal van karakter is geweest. In vele Europese steden, onder andere

Ook in Den Haag is door onze organisatie in 2014 uiteraard gedemonstreerd door advocaten in toga bij de Colombiaanse ambassade in Den Haag met protestborden met daarop foto's van bedreigde collega's die soms al jaren in de gevangenis hadden doorgebracht voor hun werkzaamheden.

In de Colombiaanse ambassade in Den Haag is vervolgens een delegatie van ons ontvangen en heeft een indringend gesprek plaatsgevonden, dat ook later nog weer gevolgd is door andere contacten met de ambassade.



ELDH European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights

Hoewel het moeilijk is om goed vast te stellen welke resultaten behaald zijn, is het zeker zo dat een aantal advocaten die gedetineerd waren op het moment dat wij de focus richten op dat land op de Dag van de Bedreigde Advocaat naderhand zijn vrijgelaten. Ook de familieleden van omgebrachte advocaten ervaren onze aandacht als zeer wenselijk.

De internationale en laagdrempelige wijze van samenwerking heeft gemaakt dat de Dag van de Bedreigde Advocaat – ooit geboren in Haarlem - intussen een begrip is geworden in de internationale advocatenwereld. Er is regelmatig behoorlijke persaandacht voor de problematiek, ook door het jaar heen.

Uiteraard zijn de werkzaamheden die ons kantoor voor de stichting verricht onbezoldigd en dat willen wij ook zo houden. Wel zoeken wij financiële ondersteuning voor noodzakelijke kosten: daarbij gaat

het met name om - beperkte - reiskosten van medewerkers, zaalhuur voor de forumdiscussie, het maken van de protestborden, papier en porti, het oprichten van de steunstichting, het maken en onderhouden van de website, et cetera. Al met al gaat het wat dat betreft om 2000 euro per jaar aan concrete kosten. Daarnaast is er natuurlijk ons secretariaat dat ook behoorlijk veel tijd investeert.

OPROEP

Graag roep ik onze collega's op om ons te komen versterken op 23 januari aanstaande bij de ambassade van de Filippijnen – Laan Coops van Cattenburch 125, 2585 EZ Den Haag -. Het enige wat u mee hoeft te nemen is uw toga en een goed humeur. Heeft u geen toga, neem dan gewoon een bef mee.

Mocht u niet in de gelegenheid zijn, maar toch ons doel mee willen ondersteunen, dan zouden wij ook een eventueel minimale bijdrage aan de kosten zeer op prijs stellen. U kunt uw eventuele bijdrage storten op rekeningnummer 560843976 t.n.v. Mr. J.K. Gaasbeek; er is een stichtingsrekening aangevraagd en daar wordt uw eventuele bijdrage meteen op doorgestort! ■

mr. J.K. Gaasbeek



Rodolfo Felicio
VERMOORD 2014



Noel D. Arical
VERMOORD 2014



Edre U. Olalia
BEDREIGD



Maria Catherine Dannug-Saluon
BEDREIGD

SUPPORT THE 'DAY OF THE ENDANGERED LAWYER'



Why?

The immediate cause for starting off the Day of the Endangered Lawyer was a fact finding mission to the Philippines in 1990, where lawyers, as in many more countries, are being intimidated, threatened and even killed because they support their clients in legal cases that are 'politically complicated'.

Iran was the first country to be the subject of the Day of the Endangered Lawyer in 2010. Turkey, Basque Country, Colombia and the Philippines were in focus in the following years.

How?

On **Friday January 22, 2016** attention will be focused on the situation of the human rights lawyers in Honduras.

That day lawyers will come to action in as many cities as possible in and outside of Europe. From Ankara to Brussels and from London to Paris. One petition containing an identical text will be written and presented that day to as many ambassadors, consuls or other authorities of Honduras as possible. The petition will focus on the problematical situation of the threatened lawyers in that country.

If possible this situation will also be discussed with official representatives of Honduras. Furthermore on that day forum discussions will be organized for which fellow lawyers (e.g. from Honduras) will be invited.

More information?

Visit the website

www.dayoftheendangeredlawyer.eu for

- ✓ more (background) information
- ✓ materials for action
- ✓ a short movie in which the founder Hans Gaasbeek clarifies the purpose of the foundation and the actions that have been taken.

Your support

Support the struggle for lawyers that are being **harassed, silenced, put under pressure, threatened, persecuted, tortured** and some of whom **even disappear or are being killed** just because they hold on to their professional obligations and standards, and put them into practice.

Fill in the form on the reverse side now.

Show your solidarity. Join the demonstrations in your country on Friday January 22, 2016 at 14.00 h.



I support the foundation DAY OF THE ENDANGERED LAWYER

Yes, I support (and/or my firm supports) the foundation Day of the Endangered Lawyer by being a donor for an amount of € (minimum € 75,-) every year.

Name of the firm
Name
Address
Postal code, place
Country
E-mailaddress
Telephone

- I authorize the foundation Day of the Endangered Lawyer to set up a direct debit from my bank account.

I agree that each year in January the above mentioned amount will be withdrawn from the bank account

with IBAN
Account name
BIC

I know that I can send my bank a request for reimbursement within eight weeks after withdrawal.

.....
(Signature)

IBAN Stichting Dag van de Bedreigde Advocaat: NL84 ABNA 0450 3836 28
BIC: ABNANL2A

We request you to fill in this form completely and to put your signature.

You can then scan it and send it by e-mail to hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl.

Or send it by fax to +31 023 532 45 22.

Or send it by post to the office of the foundation at Nieuwe Gracht 5a, 2011 NB Haarlem, Netherlands.



TABLE DES MATIERES

Page 2	Introduction
Page 4 à 18	Les différents rassemblements et manifestement en Europe et aux Philippines
Page 19	Appel des différentes organisations participants à la Journée de l'avocat en danger.
Page 22	Rapport transmis par le Ministère de la justice des Philippines au sujet des enquêtes en cours.
Page 23 et suivantes	Les Articles et publications parus sur la journée de l'avocat en danger du 23 janvier 2015